

Cher camarade Secrétaire général,

Merci de nous accorder ces quelques minutes qui constituent un indéniable soutien à la lutte en cours aux Finances publiques en Haute-Garonne et dans de nombreux autres départements.

Le mouvement de piquet de grève aux Finances publiques 31 est dans sa quatrième semaine. Cette mobilisation est inédite depuis une vingtaine d'années. Elle est massive. Pratiquement tous les gros centres d'accueil finances publiques du département sont dans la lutte : St-Gaudens, Muret, Colomiers, les sites toulousains de Rangueil, Mirail, Cité administrative et Carmes, là où tout a commencé.

Ce mouvement est né d'un véritable ras le bol des collègues :

- suppressions de postes (40 000 depuis le début des années 2000) et on nous en promet 20 000 nouvelles autres d'ici la fin du quinquennat ;
- externalisation et privatisation de nos missions: la mise en place du prélèvement à la source en est un excellent exemple. La volonté, pour le secteur public local de créer des agences comptables et de mettre fin à la séparation ordonnateur comptable ;
- remise en cause du statut avec la mise en place du RIFSEEP (rémunération au mérite), qui se traduira par l'individualisation de la rémunération et facilitera le détachement, la mobilité des collègues des finances publiques.

Des cahiers de doléances ont été rédigés par nos collègues.

Nous demandons :

- une augmentation de notre pouvoir d'achat qui passe par l'augmentation du point d'indice ;
- la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros bruts par mois via l'Indemnité mensuelle de Technicité et leur intégration dans le traitement ;
- l'attribution à tous les collègues de la prime exceptionnelle de 200 euros ;
- une prime pour vie chère pour tous les agents de Haute-Garonne à l'instar de celles touchés par les collègues d'Ile-de-France et des Alpes-Maritimes.
- l'arrêt des suppressions d'emplois, l'arrêt des restructurations en cours
- l'abandon du projet de l'accueil sur rendez qui s'il était mis en place

pénaliserait les usagers et notamment les plus modestes.

- que nos missions, nos implantations territoriales, nos règles de gestions soient préservées.

Les collègues, à travers ces revendications, ont la volonté d'œuvrer à un véritable service public, garant du contrat social républicain et seule richesse de ceux qui n'ont rien.

Depuis le début du conflit s'est rajouté dans le paysage le projet de loi de transformation de la Fonction publique : ce sont notre statut et nos missions qui vont être mis en pièces. Il prévoit notamment un recours massif aux contractuels, la suppression du CHSCT comme dans le privé, la rupture conventionnelle dans la Fonction publique, en faisant des éléments salariaux individuels une partie prépondérante de la rémunération et en mettant en place un arsenal de dispositions pour accompagner les abandons de missions publiques et des dizaines de milliers de nouvelles suppressions d'emplois.

C'est un vrai changement de société qui est imposé par ce gouvernement.

Depuis quelques mois, le mouvement social en cours dans le pays met en avant le pouvoir d'achat, la défense des services publics dans les territoires et très fortement la justice fiscale. Qui de mieux placés que nous, agents des Finances publiques, pour mettre en avant la nécessité de défendre bec et ongles notre administration qui est chargée, entre autres, de récupérer les 80 à 100 milliards de fraude fiscale et de contrôler la régularité des la gestion des comptes publics de l'ensemble des collectivités territoriales et hospitalières du pays ?

Les agents sont organisés pour durer, nous sommes déterminés, nous sommes motivés et nous ne lâcherons rien. La direction locale a fait le choix dès le 2ème jour de conflit, de distribuer sur les sites des lettres de menaces et à fait depuis dix jour le choix de remettre des lettres comminatoires nominatives aux agents présents sur les blocages. Tu trouveras dans le dossier joint une motion de dénonciation de ces pratiques d'intimidation, que nous t'invitons à signer et à faire signer pour l'adresser à notre directeur régional.

A ce jour, 525 jours de grèves ont été décomptés dans le département depuis le début du conflit. Pour nous permettre de durer jusqu'à la satisfaction des revendications, nous avons mis en place une caisse de grève, que nous t'invitons à abonder (on invite beaucoup en Haute-Garonne !), et à faire connaître largement par le biais de la Confédération CGT.

Encore merci à toi pour cette visite symboliquement forte.

Je t'adresse le salut fraternel des 240 adhérents de section CGT Finances publiques de Haute-Garonne.